



ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE

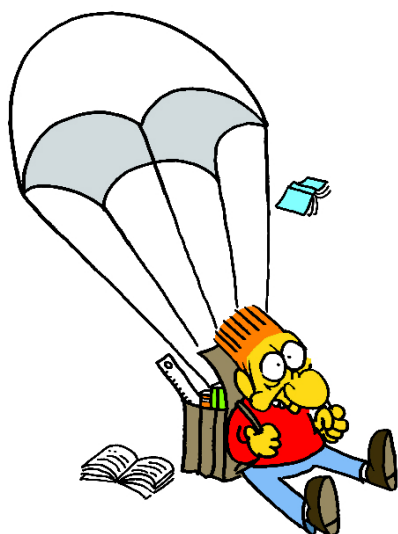
**21 SEPTEMBRE 2011**

**4<sup>e</sup> JOURNEE DU REFUS DE L'ECHEC SCOLAIRE**  
**« LES FAMILLES FACE A LA PRESSION SCOLAIRE »**

Contributions des partenaires de la Journée.

Classées par ordre alphabétique des structures.

Afev, Association de la fondation étudiante pour la ville .....	2
Aide et Action .....	3
ANDEV .....	4
ANLCI.....	5
ATD Quart monde .....	6
CRAP Cahiers pédagogiques .....	7
Curiosphère, France TV.....	8
DEI France .....	9
FCPE.....	10
Fédération Léo Lagrange.....	11
FNAME.....	12
FNAREN .....	13
FNO, Fédération Nationale des Orthophonistes.....	14
Fondation BNP-Paribas .....	15
INJEP .....	16
Trajectoires Reflex .....	17
UNAF, Union nationale des associations familiales.....	18
UNICEF France.....	19



**CONTACTS AFEV :**

Eunice Mangado-Lunetta, Directrice déléguée, 01 40 36 01 01  
eunice.mangado@afev.org

Magali de Exposito, Chargée de communication, 01 40 36 86 99  
magali.deexposito@afev.org

**→ [www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org)**

En France, le diplôme a un poids tel qu'il est plus que jamais indispensable tant pour s'insérer dans la vie professionnelle que pour y évoluer. Tous les parents y compris ceux de milieu populaire ont intégré l'impérieuse nécessité pour leurs enfants d'obtenir un diplôme, perçu souvent comme l'unique levier potentiel d'ascension sociale : l'école constitue, pour les familles populaires, leur unique recours.

Aussi la réussite scolaire de leurs enfants devient-elle une préoccupation majeure. Symétriquement la perspective de l'échec scolaire ou de la sortie sans diplôme de son enfant est vécue comme une source d'angoisse pour chaque parent. Pourtant, 180 000 jeunes issus majoritairement des milieux sociaux les moins favorisés quittent chaque année le système sans diplôme,

Face à cette pression, les parents vont développer, à leur mesure, en fonction des « ressources » dont ils disposent (ressources économiques, éducatives, culturelles) des stratégies pour tenter de « garantir » le succès scolaire de leur enfant : recherche du meilleur établissement, pression sur les équipes éducatives, recours à des officines de soutien scolaire qui spéculent et prospèrent sur le marché de l'angoisse scolaire, inscription des enfants à des stages de renforcement pendant les vacances...

Cette « course généralisée à l'armement scolaire » est non seulement très inégalitaire socialement, mais aussi très inefficace, voire contre-productrice, comme le montrent les études de comparaison internationale de type Pisa, ou les études de l'OCDE concernant la souffrance scolaire des élèves en France<sup>1</sup>.

Les familles de milieu populaire à faible capital scolaire, habitant les zones urbaines les moins favorisées, scolarisant leurs enfants dans des établissements de plus en plus socialement homogènes sont les grandes perdantes de cette escalade dans la concurrence scolaire.

Si l'implication des parents dans le suivi de la scolarité de leur enfant est importante, elle ne va pas de soi pour certains parents ne maîtrisant pas les codes scolaires ou tout simplement l'écrit<sup>2</sup>. Les moyens dont disposent les familles pour « prendre leur place au sein de la communauté éducative », comme le propose la loi d'orientation sur l'éducation de 1989, sont inégaux car cette implication pose comme double préalable légitimité et disponibilité (psychologique, matérielle...).

Il est plus aisé, on le sait, de prendre toute sa place comme « parent d'élève », d'accompagner son enfant dans sa scolarité, de fréquenter la bibliothèque ou de bénéficier de l'offre socio-culturelle de sa ville... quand on possède un capital culturel et scolaire élevé, quand on est dans un rapport positif aux apprentissages, quand on est en emploi stable, quand on dispose d'un logement décent, etc.

Lorsque leurs enfants manifestent des difficultés à l'école, toutes les familles n'ont pas les moyens, ne se donnent pas l'autorisation d'interpeller l'école, ou de trouver les recours (internes ou externes) pour que ces difficultés soient prises en charge dès le moment où elles apparaissent.

Certains parents constatent, ainsi, impuissants, le décrochage progressif de leur enfant. Ils se sentent directement responsables de la situation faute de pouvoir y remédier...

Dans ce contexte, la difficulté scolaire devient une mise à l'épreuve de la structure familiale. Les mauvaises notes, les annonces de redoublement ou d'orientation subie...peuvent provoquer des tensions voire des ruptures intra-familiales.

Côté parents, ce qui est vécu comme une « impuissance scolaire » contribue à les dévaloriser à leurs propres yeux et aux yeux de leurs enfants et peut rendre difficile l'exercice de l'autorité.

Côté enfants, ces tensions familiales s'ajoutent à la pression scolaire déjà exercée par l'institution et créent un cercle négatif qui réduit encore davantage les chances de réussite scolaire, voire même risquent d'accentuer, à terme, le décrochage scolaire pour ceux d'entre eux qui sont en réalité les plus fragiles.

Notre 4<sup>e</sup> édition de la Journée du Refus de l'Echec Scolaire se focalisera sur les effets néfastes de la pression scolaire sur les familles. Nous aborderons cette question par trois angles de réflexion : la pression de la réussite scolaire, la question de la légitimité de toutes les familles dans le suivi de la scolarité et l'impact de la tension scolaire au sein de la sphère familiale.



Nous avons pointé au cours de la précédente Journée du Refus de l'Echec Scolaire à quel point la confiance en soi des enfants était un élément indispensable pour leur réussite scolaire. Celle-ci passe aussi par une relation de confiance entre les familles et les équipes éducatives, ce qui suppose d'apaiser l'angoisse scolaire des parents.

C'est en instituant une école de la confiance, une école qui apparaît aux équipes éducatives, aux familles et aux élèves comme leur bien commun que nous rendrons notre système éducatif plus serein et, de ce fait, plus performant et plus juste.

*Christophe Paris, directeur général de l'Afev*

<sup>1</sup> « Assurer le bien-être des enfants », OCDE, 2009.

<sup>2</sup> Selon l'INSEE 9% de la population française est en situation d'illettrisme.

### **Le partenariat école-famille : le moteur pour la réussite scolaire et le bien-être des enfants**

Des parents impliqués dans la scolarité de leurs enfants, c'est un atout majeur pour de meilleurs résultats, un moindre absentéisme et la prévention de difficultés d'apprentissage....

Tous les parents ne sont toutefois pas en mesure de s'investir de la même manière. Des difficultés financières, familiales, ou sociales empêchent certains de s'impliquer. D'autres, issus de l'immigration, rencontrent des difficultés d'ordre linguistique ou culturel. D'autres encore craignent d'être jugés et/ou de revivre leur propre échec scolaire et refusent de fait tout contact avec les équipes enseignantes.

Devant ces situations complexes, nombreux sont les enseignants qui se sentent impuissants. D'où la naissance de malentendus : l'école accuse les parents de démissionner de leur rôle éducatif et ces derniers reprochent aux enseignants d'être responsables de l'échec de leur enfant.

La relation famille-école est aujourd'hui en crise. Ceci est pourtant loin d'être une fatalité. Forte de la conviction qu'il s'agit là d'une réelle opportunité pour faire évoluer nos mentalités et notre modèle éducatif, Aide et Action s'engage pour la 3<sup>e</sup> année consécutive dans la Journée du Refus de l'Échec Scolaire.

#### ***Aide et Action au service de l'éducation***

Notre association de solidarité internationale pour le développement travaille depuis 30 ans pour le droit à une éducation de qualité pour tous. Elle intervient aujourd'hui dans 22 pays, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine - Caraïbes et en Europe. Avec pour objectif de renforcer les capacités de la communauté éducative, notamment celles des parents et des enseignants. Aide et Action, au gré de ses expériences, a constaté qu'un lien de qualité entre parents et école était toujours favorable à l'enfant, à son épanouissement et à son autonomie.

Mais ce lien, aussi bénéfique soit-il, ne s'impose pas. Il se construit et se nourrit au quotidien. Aide et Action y travaille, notamment en France, en accompagnant les équipes pédagogiques du Val d'Oise dans la construction d'un tel partenariat. L'association propose son appui pour organiser des débats parents-école, réaliser des diagnostics participatifs (enseignants, parents, associations...), animer des ateliers de formation en direction des enseignants, et mettre en place des groupes de recherche-action afin de capitaliser les bonnes pratiques.

#### **Nos préconisations**

A l'heure où plus d'un élève sur dix quitte l'école sans diplôme, Aide et Action estime plus que jamais nécessaire qu'école et parents dialoguent en confiance et travaillent en partenariat, non seulement pour permettre la réussite scolaire et le bien-être de tous les enfants mais aussi pour favoriser la cohésion et le lien social. L'association recommande aujourd'hui de donner aux familles une véritable place dans la vie de l'école notamment en :

- créant des espaces de parole pour que les parents puissent exprimer leurs difficultés, leurs questions, leurs expériences et ainsi mieux comprendre les enjeux de l'éducation de leur enfant.
- identifiant des acteurs capables d'assurer la médiation entre les familles et l'école. De nombreuses structures autour de l'école peuvent aider les équipes pédagogiques à nouer des alliances (associations, maison de quartier...).
- développant des outils qui dépassent le simple livret scolaire pour davantage d'échanges sur les apprentissages et les progrès de l'élève.
- reconnaissant et valorisant le travail des enseignants sur ce thème car leur mission pédagogique dépasse largement l'instruction.
- renforçant les compétences des enseignants dans la communication en direction des parents grâce à une formation initiale et continue adaptée aux nouvelles réalités du métier.

Fondée en 1992, l'ANDEV est ouverte aux responsables territoriaux intervenant prioritairement dans la gestion des écoles du premier degré et dans le domaine de l'action éducative, des villes, des autres collectivités territoriales et de tout autre établissement public rattaché (départements, coordinateur Projet Educatif Local ou Projet Educatif Global...).

L'ANDEV se positionne sur une dynamique de « réflexion-action », hors du champ catégoriel, syndical ou politique, en vue de :

- ✓ Mutualiser les réflexions et les pratiques de ses membres.
- ✓ Favoriser leur formation.
- ✓ Apporter une réflexion collective sur l'évolution du cadre réglementaire et sur l'organisation de l'action éducative locale et nationale.
- ✓ Faire progresser la prise en compte par les décideurs des politiques éducatives locales.

## **Les raisons de l'engagement de l'ANDEV dans le réseau des partenaires de la JRES**

En France, chaque année, 150 000 jeunes quittent le système scolaire sans qualification, soit 15 %. Ce taux important n'a pas évolué depuis maintenant près de 10 ans. L'organisation chaque année de la JRES permet à chaque fois, de rappeler la nécessité de renforcer le service public pour permettre d'améliorer les résultats.

Dans chacun de nos territoires, il est utile de sensibiliser les acteurs éducatifs (institutions, associations, parents d'élèves...) sur les enjeux de notre société.

Lorsque le service public de l'éducation ne peut plus garantir la réussite scolaire pour tous, il est nécessaire de rester vigilant et d'être dans notre rôle d'interpellation.

### A titre d'exemple

Lors de la prochaine rentrée le ministère de l'EN met en place un fichier appelé SIEI (<http://www.education.gouv.fr/cid54962/mene1101811c.html>), il s'agit d'un fichier nominatif des jeunes qui quittent le système scolaire sans qualification. Coordonné au niveau départemental par les préfets, il sera accessible aux services locaux de l'Etat mais aussi aux missions locales. La CNIL a donné son accord (<http://www.cnil.fr/la-cnil/actu-cnil/article/article/la-cnil-autorise-le-suivi-et-l'accompagnement-des-jeunes-sortant-sans-diplome-du-systeme-de-format/>). Les collectivités locales seront sollicitées pour participer aux coordinations mise en place par le préfet sur chaque bassin d'éducation. Cependant, l'Etat ne prévoit aucun moyen nouveau pour lutter contre le décrochage scolaire.

C'est là tout l'enjeu de la JRES que d'interpeller le ministère de l'éducation nationale pour qu'un travail de prévention du décrochage scolaire puisse être réalisé tout au long du parcours scolaire de l'enfant.

## **En quoi la question des familles face à la pression scolaire interpelle particulièrement l'ANDEV et quelles préconisations vous pourriez faire ?**

Face à la sélection impitoyable du marché du travail, le poids donné à l'école s'est considérablement accru, elle-même éprouvée par une société dans laquelle l'égalité des chances se traite dans le cadre d'une compétition permanente. Pourtant les enjeux de réussite dépassent largement le cadre de l'apprentissage et concernent tout aussi bien l'environnement familial et social que la situation économique. Les collectivités locales se sont rapidement saisies de ces questions de réussite scolaire et ont déployé leurs efforts vers de multiples actions en faveur de l'accompagnement des enfants et leur famille, dans le cadre de leur projet éducatif local, avec les différents partenaires éducatifs. Elles visent à donner ou redonner confiance en l'école que ce soit du côté des familles ou des élèves, à permettre aux familles de réinvestir le champ scolaire, de réinstaurer un dialogue avec les enseignants, de participer à la vie de l'école à travers des formations spécifiques et enfin favoriser les échanges entre tous les acteurs éducatifs pour atténuer les inquiétudes parentales. C'est le principe même de la co-éducation, voire pluri-éducation, qui permettra la construction de l'enfant, futur adulte de demain dans une sphère familiale apaisée.



*Anne-Sophie BENOIT,  
Présidente de l'Andev*

## L'Engagement de l'ANLCI dans la journée du refus de l'Échec scolaire

L'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme a été créée en fin d'année 2000 sous la forme d'un groupement d'intérêt public, dans le but de fédérer et d'optimiser les moyens de l'Etat, des collectivités territoriales, des entreprises et de la société civile en matière de prévention et de lutte contre l'illettrisme. Son rôle est de définir des priorités d'action et d'accélérer leur mise en œuvre : mesure de l'illettrisme, élaboration et diffusion d'un cadre commun de référence, impulsion et coordination de projets, échange de bonnes pratiques. L'Anlci s'appuie sur la mise en place de plans régionaux pour rendre plus lisible les partenariats entre l'Etat, les collectivités territoriales, la société civile et les entreprises qui contribuent à prévenir et résorber l'illettrisme. Cet effort de clarification et d'organisation s'accompagne d'un effort de valorisation et de diffusion des bonnes pratiques afin d'accélérer les transferts d'expérience et de faciliter la montée en compétences des acteurs.

Pour que l'illettrisme ne prenne pas racine dès l'enfance, il est indispensable que la mobilisation de tous soit effective pendant toute la scolarité. Nous sommes persuadés que chacun peut trouver la place qui lui revient pour accompagner sur le chemin de la scolarité tous les enfants. Il est important d'avoir à l'esprit que l'école occupe évidemment une place centrale, mais elle n'est pas seule à porter la responsabilité de conduire les enfants et les jeunes à maîtriser les savoirs de base.

La scolarité concerne toute la famille et il est important de prendre en compte ces parents qui sont en grande difficulté avec la lecture, l'écriture, les compétences de base. C'est tout le sens de notre engagement auprès de l'Afev à l'occasion de cette quatrième journée nationale du refus de l'échec scolaire. Notre participation à une telle opération nous permet ainsi de nous associer à cet effort collectif de mobilisation pour que la réussite de tous soit vraiment au rendez vous.

Parmi les personnes confrontées à l'illettrisme (3 100 000 adultes âgés de 18 à 65 ans) de nombreux parents, qui comme tous les parents souhaitent la réussite scolaire de leurs enfants... Mais comment accompagner la scolarité de son enfant, suivre ce qui se passe à l'école quand on est soi-même en grande difficulté avec l'écrit.

Il peut y avoir alors un sentiment d'incompétence, qui se cristallise dans ces moments clés. La souffrance est double, souffrance de ne pas être capable de lire, souffrance d'être jugé comme incapable d'accompagner son enfant. Cette souffrance est indéniablement une pression que ces parents éloignés de l'écrit vivent plus que tous les autres

A-t-on conscience de ce que peut susciter chez eux comme réaction une phrase pourtant bien anodine et pétrie de bonnes intentions comme « c'est bien de lire un livre à son enfant le soir, de l'aider dans ses devoirs ... » ? A l'image du mauvais lecteur, de celui qui n'a pas réussi sa scolarité s'ajoute l'image du mauvais parent de celui qui n'aura pas le pouvoir d'accompagner son enfant sur le chemin de la réussite.

Mais les parents quels qu'ils soient veulent retrouver ce pouvoir qu'ils ont parfois perdu, ils ressentent ainsi une motivation pour apprendre, une motivation pour renouer avec les apprentissages et c'est bien tout l'esprit des Actions Educatives Familiales qui constituent pour nous la préconisation essentielle pour sortir de cette spirale de l'échec scolaire et surtout, les expériences nous le montrent, diminuer la pression scolaire en réinstallant un climat de confiance pour la réussite de tous .

Ce sont des actions qui visent **conjointement** la prévention et la lutte contre l'illettrisme et qui actions peuvent revêtir de multiples formes et proposer différents contenus à des adultes et à des enfants sur des temps disjoints et/ou partagés.

Pour en savoir plus :

[http://www.fpp.anlci.fr/index.php?id=actions\\_educatives\\_familiales](http://www.fpp.anlci.fr/index.php?id=actions_educatives_familiales)



*Chargé de mission national,  
Coordination du plan national d'actions  
Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme*

ATD Quart Monde est un Mouvement international, sans appartenance politique ou confessionnelle. Créé avec des personnes en grande pauvreté, il mène des actions qui visent à détruire la misère par l'accès de tous aux droits fondamentaux. Il développe particulièrement des actions d'accès au savoir, à la culture, à la prise de parole (Bibliothèques de rue, Festivals des Arts et des Savoirs, Universités populaires...). Il mène également une activité d'édition et de recherche avec les personnes qui vivent l'exclusion. Il se mobilise afin qu'aux plans local, national et international, les personnes démunies soient écoutées et représentées, et que la lutte contre la grande pauvreté soit une priorité (actions auprès des institutions politiques, des professionnels et du grand public).

L'école est aujourd'hui un amplificateur de différences : plus le milieu d'origine de l'enfant est pauvre, moins il réussit à l'école, comme l'a rappelé l'étude PISA en 2010. Or s'il y a une chose qui réunit les parents qu'ils soient riches ou pauvres, c'est bien le désir de la réussite de leurs enfants. Pour les parents qui ont une vie difficile, l'espoir mis dans l'école est d'autant plus grand qu'ils y voient le seul moyen pour leurs enfants de ne pas vivre ce qu'ils ont subi eux-mêmes. Refuser la misère ne peut se faire sans refuser l'échec scolaire. Les familles très démunies, qui sont au premier rang du combat contre la misère, rappellent sans cesse comment l'École est au cœur de leurs préoccupations et disent l'attente que leurs enfants n'y soient plus en échec. Chaque rentrée scolaire est un nouvel espoir pour les parents : " Il faut que nos enfants y arrivent pour ne pas galérer comme nous. " L'école laisse trop souvent mourir cette espérance. Les parents sont les premiers à se soucier de la scolarité de leurs enfants, mais, pour les familles les plus en précarité, il peut être difficile de s'investir dans la scolarité car leurs souvenirs de cette étape de leur vie est douloureuse. Le vécu des parents quand ils étaient eux même élèves complique la communication entre parents et enseignants et donc entre les enfants et l'école. Les parents ne se sentent pas accueillis, ils ont la sensation d'être convoqués uniquement quand ça va mal : « J'ai été convoqué par l'enseignante, elle était assise sur sa chaise et moi sur le chaise des enfants. J'ai l'impression que les enseignants nous parlent comme si on était des élèves. Je ressens à chaque fois la supériorité de l'enseignant. Moi j'ai eu une expérience difficile, j'ai besoin d'être rassurée. » Les parents ne devraient pas être convoqués mais invités régulièrement à l'école pour parler des enfants. Ils devraient être les partenaires des enseignants pour que l'enfant réussisse à l'école. Quelles conditions mettre en place pour faire disparaître la peur de la rencontre des parents envers les enseignants, et les enseignants envers les parents ? Cette relation parents enseignants est primordiale aussi pour que l'enseignant arrive à connaître mieux l'enfant surtout si ce dernier a des difficultés à l'école. Un enseignant affirme que « pour apprendre, pour investir dans les apprentissages, les enfants ont besoin de sentir que leur famille et l'école portent un projet commun ». Il nous faut donc trouver le moyen que le rôle des parents soit revalorisé dans l'institution École et que des espaces d'échanges pour parents entre eux et avec les enseignants soient créés afin qu'une relation de confiance puisse s'instaurer.

La question de la place des parents à l'école rejoint une interrogation plus large : Quelle école pour quelle société ? ATD Quart Monde lance le 17 octobre prochain, journée mondiale du refus de la misère, une grande réflexion sur le lien entre refus de la misère et réussite à l'école, avec des enseignants, des chercheurs, des parents d'élèves et des associations d'éducation populaire dont l'Afev. Ces partenaires de l'école se réuniront de nouveau du 11 au 13 novembre lors des « Ateliers pour l'école » à Lyon, pour élaborer ensemble des propositions pour une école de la réussite de tous les enfants.

Le CRAP-*Cahiers pédagogiques* est une association éditant la revue du même nom. Les *Cahiers pédagogiques* se veulent un lieu de rencontres et d'échanges de pratiques innovantes en matière éducative comme de recherches universitaires sur tout ce qui a trait à l'école. Engagée depuis soixante ans dans le courant dit de l'éducation nouvelle, l'association milite, comme le rappelle notre devise, pour « changer la société pour changer l'école, changer l'école pour changer la société ».

La question de l'échec scolaire nous touche donc particulièrement, en considérant que l'école en est responsable au premier chef : c'est le système éducatif, par les objectifs qu'il fixe en termes d'apprentissages attendus de tous les élèves, qui détermine un niveau distinguant les élèves en « échec » de ceux qui sont en « réussite » ; ce sont les enseignants, les personnels éducatifs en général, par leurs méthodes, les activités et dispositifs d'apprentissages qu'ils proposent, qui favorisent les progrès des élèves, identifient les sources des difficultés, mettent en place des remédiations possibles. L'école ne peut pas tout, dans une société où le quotidien parfois difficile des enfants et de leur famille, les perspectives d'avenir marquées par la précarité ne garantissent pas le cadre nécessaire à une scolarité sereine, dans une société où l'accès aux ressources culturelles s'est considérablement élargi, mais en restant très inégalitaire ; mais elle peut beaucoup, elle pourrait bien davantage.

- Sans négliger l'indispensable préparation des enfants à leur insertion économique et professionnelle, elle pourrait se préoccuper d'abord de la formation commune de tous les futurs citoyens en garantissant à tous la maîtrise de connaissances et compétences estimées indispensables dans notre société. C'est ce que la loi d'orientation sur l'école de 2005 a intitulé un « socle commun ». Mais force est de constater que sa mise en œuvre est bien problématique, que l'école reste encore très largement marquée par « l'élitisme républicain », plus soucieuse de la réussite de quelques-uns que du progrès de tous. Mauvaises notes, redoublement, orientation par défaut continuent d'être les stigmates de ceux qui ne parviennent pas à suivre la voie royale vers les filières prestigieuses. Chercher à développer les compétences des élèves dans le cadre du socle commun, avec des modalités d'évaluation qui aident à repérer ce qu'ils savent et savent faire, les voies qui leur permettent de progresser : un vaste chantier pour les éducateurs !
- Sans démagogie ou soumission à un « libre choix » de ses usagers, elle pourrait être bien davantage ouverte sur la société, accueillante aux parents des élèves. La volonté parfois proclamée d'en faire un « sanctuaire », les mesures qui tendent à faire des établissements scolaires des forteresses se protégeant d'un environnement perçu comme hostile sont illusoire : pour éduquer les enfants, il faut le concours de tous. L'école doit être un lieu une maison commune de l'accès aux savoirs et aux cultures. Si les enseignants y ont bien sûr une responsabilité particulière en tant qu'experts des apprentissages, les parents, mais aussi les intervenants d'associations complémentaires de l'école, des acteurs du monde professionnel doivent y prendre leur place pour créer des liens entre école et société, entre les différents milieux sociaux et culturels d'origine des élèves.

Que le temps de la scolarité obligatoire soit ainsi avant tout celui de l'éducation de tous plutôt que de la sélection des meilleurs allègerait considérablement la pression à la réussite individuelle que le système impose de fait aux parents, les poussant aux choix des écoles jugées les meilleures ou au recours aux cours particuliers pour ceux qui en ont les moyens, les détournant de l'école quand ils sont jugés coupables de l'échec de leur enfant. Refuser l'échec scolaire, c'est bien s'engager pour une école creuset de la société commune.



*Patrice Bride*  
*Rédacteur en chef*  
*CRAP-Cahiers-pédagogiques*

### **CURIOSPHERE.TV, LA WEBTV EDUCATIVE DE FRANCE TELEVISIONS : DES RESSOURCES POUR MIEUX APPREHENDER LE MONDE DE L'ECOLE**

Dans l'offre de France Télévisions, l'éducation occupe une place centrale, particulièrement sur Internet, un media devenu incontournable auprès du jeune public comme de tous les médiateurs : parents, enseignants, éducateurs. Ainsi, la direction des Actions éducatives de France5 a pour mission de valoriser l'accessibilité de ses contenus pédagogiques et de développer la coopération avec les milieux éducatifs, notamment sur son site « curiosphere.tv », la webtv éducative de France Télévisions, gratuite, à destination du grand public.

Cette volonté de faciliter l'accès de tous à l'éducation et de permettre aux parents de mieux appréhender le monde de l'école, a conduit curiosphere.tv à s'engager aux côtés de l'Afev et de ses nombreux partenaires du monde éducatif pour marquer chaque année le refus de l'échec scolaire.

Ainsi curiosphere.tv coproduit les ressources nécessaires à une meilleure compréhension des causes de cet échec et au partage de témoignages et d'expériences significatives. Cela se traduit par :

- Un site dédié : **refusechecscolaire.org**, avec diffusion en direct du principal débat organisé conjointement à Paris le 21 septembre à partir de 14h.
- Un portail : **agircontrelechecscolaire**, alimenté par des dossiers et des vidéos en provenance de tous les partenaires pour permettre aux parents et aux enseignants de trouver des analyses, des conseils et des contacts utiles.

L'édition 2011 de la Journée du refus scolaire concerne toutes les familles préoccupées plus que jamais par les risques d'échec de leurs enfants, dans un monde difficile où l'éducation est la condition de l'épanouissement. Plus que jamais le monde des parents et celui de l'école doivent pouvoir se comprendre et échanger. C'est ce dialogue qu'en tant que media éducatif, curiosphere.tv a à cœur de faciliter.



*Amel COGARD,  
Directrice déléguée en charge des offres éducatives tout public  
France Télévisions - Curiosphère*

## **12 PROPOSITIONS de DEI-FRANCE pour remédier véritablement à la violence et permettre le bien-être de tous à l'École**

Bien au-delà des responsabilités individuelles des seuls élèves ou de leurs familles, les causes essentielles des phénomènes de harcèlement comme de toutes les autres formes de violence à l'École sont collectives. Les solutions doivent donc être cherchées plus dans le registre du collectif et de l'organisation-même de l'Institution scolaire que dans une approche de repérage individuel et de remédiation comportementaliste. DEI-France avance 12 propositions dans ce sens :

1. Enseigner et éduquer aux fondements du droit, aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant, dès l'école primaire.
2. Sensibiliser les élèves aux phénomènes de groupe, à la gestion des conflits, à la relation à l'autre, à l'apprivoisement des différences.
3. Organiser les établissements scolaires, en matière de locaux, de groupes classes, de rythmes scolaires, de permanences médicales et sociales, pour une mise en œuvre concrète des droits de l'enfant à être protégé dans son intimité, sa santé et contre toute forme de violence ou de négligence, mais aussi de ses droits à être écouté et pris au sérieux.
4. Élaborer avec les élèves et tous les acteurs de l'établissement des règles de vie connues de tous, valables pour tous et tenant compte de la spécificité d'enfant des élèves.
5. Utiliser des sanctions disciplinaires restauratrices plutôt que la mise à l'écart.
6. Former les élèves aux pratiques de médiation entre pairs.
7. Développer des méthodes pédagogiques actives et coopératives, du "faire ensemble", aussi bien entre élèves qu'entre élèves et adultes.
8. Abandonner le système d'évaluation actuel construit sur les notes, le classement, le tri entre bons et mauvais et le remplacer par un nouvel outil d'évaluation utile à l'enfant et sa famille pour mesurer ses progrès.
9. Former tous les personnels à une nouvelle forme d'autorité fondée non pas sur une différence de statut adulte-enfant ou enseignant-enseigné mais sur la capacité à autoriser et pas seulement interdire, à protéger les élèves tout en les aidant à grandir intellectuellement et à acquérir leur autonomie.
10. Réconcilier, dans les objectifs de l'école obligatoire et de chaque projet d'école ou d'établissement, la progression individuelle de chacun dans les apprentissages scolaires (plutôt que la "réussite scolaire") avec l'apprentissage du vivre en société.
11. Former tous les personnels aux implications éducatives de leurs missions de service public, à l'attention due à chaque enfant dans l'École, donc à la psychologie des enfants, aux situations de handicap et aux droits de l'enfant, notamment la prise en compte de son intérêt supérieur.
12. Ouvrir l'École sur son environnement par l'implication des personnels, des enfants et des parents dans l'élaboration d'un projet éducatif territorial global, permettant d'articuler de façon cohérente tous les espaces-temps de l'enfant.

*DEI-France est la section française de Défense des Enfants International, ONG habilitée auprès des Nations Unies qui promeut la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Elle milite, de façon globale et pluridisciplinaire, pour le respect des droits de tous les enfants à être protégés, notamment contre toute violence, mais aussi à pouvoir participer à leur éducation et à exercer progressivement leurs libertés.*

Propositions formulées lors des Assises nationales sur le harcèlement à l'École / Paris, 2 et 3 mai 2011

Stressés, inquiets, démotivés, les élèves sont victimes de la pression exercée par l'Ecole, et par ricochet leurs parents. Le climat général s'y prête : chaque année les grands hebdomadaires publient le palmarès des lycées. Multiplication des cours particuliers, des officines privées, des manuels scolaires à l'attention des parents... Autant d'outils pour aider les élèves à préparer l'Ecole en dehors de l'Ecole.

De par ses méthodes d'enseignement et d'apprentissage, l'Ecole contribue à organiser cette pression. Devoirs, notes, redoublement, les parents d'élèves constatent chaque jour les effets dévastateurs que peut avoir ce triptyque sur les enfants !

La note met l'accent sur ce que l'élève ne maîtrise pas, sur ce qui lui manque pour atteindre le niveau de l'élève idéal et parfait, égalant son « maître ». Et l'on sait qu'une mauvaise note induit de la démotivation notamment chez les élèves « moyens » mais aussi chez ceux qui ont fait beaucoup d'efforts.

Pourtant, d'autres méthodes d'évaluations existent, basées sur la confiance dans la capacité à réussir de tous les enfants, sur leur accompagnement, sur une individualisation des parcours, sans note, sans redoublement. L'évaluation positive, qui stimule la motivation de l'élève et intègre les notions de progrès et de compétences transversales, doit être développée. La multiplication des contrôles, des évaluations, présente des effets pervers : stress des élèves, temps passé en classe à évaluer au détriment de la formation, des apprentissages...

Car, c'est bien en classe que doivent se faire les apprentissages et non en dehors, à travers des devoirs qui relèvent d'une délégation donnée aux familles et renvoient l'échec d'un élève à sa responsabilité individuelle et familiale, renforçant ainsi les inégalités culturelles et sociales. La FCPE refuse la sous-traitance pédagogique aux familles. La règle qui doit prévaloir est que l'enfant doit montrer à la maison ce qu'il a appris à l'école et non pas montrer à l'école ce qu'il a appris à la maison. D'ailleurs, l'arrêté du 23 novembre 1956 supprime sans équivoque les devoirs à la maison pour les élèves du primaire. Aucun texte ne demande aux enseignants de prescrire aux élèves après la journée de classe, un travail d'approfondissement, de consolidations ou de préparations du travail ! Les devoirs à la maison ne pourront jamais remplacer les séquences d'apprentissage faites pendant la journée avec un enseignant... D'autant que les effets négatifs des devoirs sont notables : tensions au sein de la famille qui découlent des interventions parentales, tensions entre l'école et la famille, manque de temps libre pour toute autre activité qui aura des effets positifs sur les résultats scolaires, alors que ce sont les enfants le plus en difficulté qui sont ceux qui consacrent le plus de temps aux devoirs.

Les injonctions des enseignants aux parents sont d'ailleurs fréquemment contradictoires : les parents doivent suivre les devoirs à la maison mais ne doivent pas se mêler de pédagogie, ne doivent pas réexpliquer une leçon car, aux dires des enseignants, « cela pourrait embrouiller l'élève à cause d'une opposition de méthodes »... Or, lorsque le travail autonome à la maison est difficile pour l'enfant, l'Ecole rend responsable la famille : « il ne fait pas ses devoirs, il n'est pas suivi à la maison, manque de travail personnel! »

Le fait de donner des devoirs est également guidé par des considérations d'image aux yeux des parents et des autres enseignants, mettant en avant des modèles naïfs de la réussite (l'effort, le travail) qui exonèrent les enseignants de toute explication sur leurs pratiques d'enseignement et aussi sur les collaborations à mettre en œuvre avec les familles. Autre fait inquiétant, les parents craignent, sans devoirs le soir, de perdre tout lien avec les maîtres ! Avec la promotion d'une Ecole coopérative, sans notation arbitraire, sans devoirs, c'est donc aussi la relation familles-Ecole qui est à repenser !

**Réseau d'associations d'éducation populaire** et employeur de l'économie sociale, la Fédération Léo Lagrange s'appuie sur les compétences de milliers de bénévoles et salariés pour bâtir une société de progrès. Elle s'attache à accompagner ses usagers tout au long de leur vie et développe des actions en direction de publics différents.

Cette année encore, nous nous engageons dans la Journée de Refus de l'Échec Scolaire, réaffirmant ainsi notre volonté de nous positionner en tant que coéducateurs. Nous défendons en particulier l'idée que le fonctionnement de l'école et de l'éducation en général reste trop méconnu des familles et que par la même, peuvent naître des inquiétudes chez les parents quant à la scolarité de leurs enfants.

Nous agissons en complément de l'école dans le cadre notamment des « accueils de loisirs associés à l'école » (ALAE) que nous gérons pour le compte de nombreuses collectivités. Au travers d'une Charte de Qualité de ces accueils de loisirs nous nous engageons à associer les parents à la vie des centres. Nous créons ainsi les conditions d'une relation de confiance avec eux, et leur permettons de découvrir l'espace scolaire par le biais de l'ALAE. Ainsi nous contribuons, à la place qui est la notre, à créer du lien entre l'école et les familles et de ce fait à lutter contre l'échec scolaire.

En tant que mouvement d'éducation populaire prônant l'émancipation des jeunes, nous proposons aussi des dispositifs à destination des élèves décrocheurs reposant sur la libre adhésion. Première étape indispensable à notre conception du « raccrochage scolaire », nous invitons d'abord les élèves à concevoir nos dispositifs non pas comme des sanctions, mais comme des opportunités de (se) découvrir un nouvel intérêt pour l'école.

Ces ateliers, qui prennent une forme adaptée aux besoins des élèves et des établissements, reposent sur une pédagogie active, où chaque élève est tour à tour en situation d'apprenant, de créateur de savoir et diffuseur de savoir vers ses camarades. Au travers d'outils ludo-éducatifs, nous cherchons à valoriser l'élèves d'abord en tant que personne, pour l'amener à prendre conscience de ses possibilités, faire des choix, apprendre à les assumer de façon responsables et accepter ceux des autres.

Nous nous inscrivons donc naturellement dans cette nouvelle campagne contre l'échec scolaire et mesurons l'enjeu de cette dernière tant elle cristallise les inégalités. Nous espérons que les réponses que nous construirons ensemble seront les plus pertinentes possibles.



*Mathieu DESPONTS  
Fédération Léo Lagrange  
Chargé de mission pédagogique*

## **Les familles face à la souffrance et la détresse de leur enfant en échec scolaire**

Les résultats des dernières enquêtes internationales et les évaluations institutionnelles du Ministère de l'Education nationale montrent une augmentation du nombre d'élèves en grande difficulté : ces élèves qui ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux sont souvent issus de milieux défavorisés, pour lesquels l'école représente le premier lieu où leur enfant reçoit une éducation scolaire et citoyenne.

**Pour la FNAME<sup>1</sup>**, cette éducation proposée à tous les enfants devrait assurer une égalité de chances, une cohésion sociale qui permettraient à tous de réussir. La réalité montre qu'il n'en est rien, que l'école éprouve des difficultés à remplir son rôle fondamental de donner à chaque enfant, quelles que soient son origine sociale ou ses difficultés propres, la possibilité d'accéder aux savoirs.

Un élève en grande difficulté dans une classe, c'est aussi un enseignant en grande difficulté et une famille mise à mal par l'école. L'image négative qui naît de cet échec engendre de la souffrance et de la détresse, L'école ne peut faire l'impasse sur le traitement de la difficulté scolaire.

**Au sein des RASED<sup>2</sup>**, les enseignants spécialisés ont pour mission d'aider les élèves les plus fragiles et leur famille.

**Les maîtres E**, spécialisés dans l'aide à dominante pédagogique, interviennent sur le temps scolaire à l'école primaire et travaillent au plus près des équipes enseignantes et des parents, tenant ainsi une place de médiateurs dans l'école.

**Ils sont médiateurs entre l'élève et l'apprentissage, dans le cadre de leur travail auprès des élèves en difficulté**, en lien étroit avec les autres membres du RASED.

**Ils sont médiateurs entre le maître de la classe et la(les) difficulté(s) de l'élève.**

**Ils sont médiateurs entre les actions de l'école et celles de professionnels extérieurs.**

**Ils sont médiateurs dans la relation école/famille, parfois dégradée.**

Ces missions de médiation sont essentielles, afin que l'implicite de l'école ne soit plus un obstacle. Un enfant en échec scolaire souffre parce qu'il ne comprend pas. Ni pourquoi lui ne réussit pas, ni pourquoi les autres sont performants. Sa famille souffre aussi : pourquoi cet échec ? Pourquoi mon enfant ? Les causes multiples peuvent alors être déclinées par la famille, supputées, suggérées, soufflées, tout aussi négatives les unes que les autres : capacité intellectuelle insuffisante, milieu familial pas porteur, pas de motivation, pas de travail suffisant à la maison, éducation parentale défailante, pas d'écoute en classe, problème de comportement, désintérêt de l'enseignant- voire préférence pour d'autres, parents eux-mêmes peu lecteurs voire illettrés... Fragilisée, en détresse, la famille cherche une réponse. Et elle peut avoir besoin de médiateur. Comment les parents pourraient-ils prendre plaisir à se rendre à l'école alors qu'il leur semble que celle-ci ne leur renvoie que des blessures ? Comment peuvent-ils comprendre les attentes d'une école qui leur semble souvent hermétique ? Certains parents, les plus fragiles préfèrent fuir...

Pour ces élèves en grande difficulté et leur famille, on pourrait comprendre que l'école a besoin d'évoluer afin de ne laisser aucun enfant au bord du chemin. On pourrait penser à permettre et donner les moyens à l'école de devenir accueillante pour tous, hospitalière et non lieu de mal-être pour les plus fragiles, en n'exigeant plus une norme qui en ne convenant pas à tous, ne s'avère pas respectueuse du rythme de chaque enfant. Nous devons replacer l'élève au centre du système éducatif et rechercher son épanouissement par les apprentissages scolaires, prendre en compte son rythme...

Par leurs missions spécifiques, les membres des RASED accompagnent les élèves et leur famille pour les réconcilier avec l'école, les enseignants et les apprentissages. Ils ne sont pas les seuls, l'implication de tous les partenaires à cette nouvelle journée du refus de l'échec scolaire le montre bien. Ils participent eux aussi, au sein de l'école, avec l'école et les familles, à la lutte contre l'échec scolaire.

5 septembre 2011

Le bureau national de la FNAME

FNAME Ecole Antide Boyer 13400 Aubagne Tel: 09 77 94 12 63 [fname@fname.fr](mailto:fname@fname.fr) [www.fname.fr](http://www.fname.fr)

<sup>1</sup> FNAME : Fédération Nationale des Associations de Maîtres E

<sup>2</sup> RASED : Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté

## Les effets néfastes de la pression scolaire sur les familles

L'école représente pour les familles un formidable espoir de démocratisation du savoir et de promotion sociale. Pourtant nombreuses sont les voix qui s'élèvent aujourd'hui pour s'inquiéter de son avenir et interroger ses capacités à promouvoir la réussite de tous. Des valeurs ultralibérales (individualisme, performance, consumérisme) infiltrent l'institution scolaire et dévient des années de recherches.

Les notions de coopération, solidarité, estime de soi et désir d'apprendre passent au second plan. L'école est de plus en plus élitiste et devient l'instrument d'une société qui nous met tous, familles, enfants et professionnels, devant une injonction à la réussite au risque d'une marginalisation encore plus grande des plus fragiles.

Pour la **FNAREN**, l'échec scolaire n'a pas une cause unique, mais résulte de l'interaction de plusieurs facteurs (sociétaux, environnementaux, institutionnels, familiaux et personnels).

Aussi, une analyse plurielle et partenariale de ces difficultés au sein des **RASED**<sup>1</sup> est indispensable. En effet, les aides spécialisées permettent d'apporter des réponses aux situations de souffrance ou d'échec comme le montrent les résultats de la recherche FNAREN/Université Paris-Descartes<sup>2</sup> tandis que les 2h de soutien scolaire actuels ne conviennent pas à la majorité des situations de difficulté scolaire.

**Les rééducateurs de l'éducation nationale des RASED** ont une place singulière dans l'école. Ils passent par des stratégies de détour pour redonner à l'enfant l'estime de soi et le désir d'apprendre. Ils travaillent en collaboration avec les équipes éducatives et les familles. A ce titre, ils accueillent également l'inquiétude des parents, nouent une relation de confiance et servent de médiateur entre la famille et l'école.

Les pratiques managériales appliquées aujourd'hui à l'école ont pour conséquence d'effacer la dimension humaine au profit de la performance. Ainsi, la normalisation s'accroît et les apprentissages perdent de leur sens. Cette évolution, renforcée par le recentrage sur les fondamentaux et le cloisonnement disciplinaire, élimine la dimension éducative au profit de la seule instruction.

L'école, en déléguant la seule responsabilité de l'éducation aux parents, renforce les inégalités sociales et remet en question leur parentalité. Déclarés seuls responsables de la «mauvaise» éducation de leur enfant, elle les conduit vers des réactions défensives.

De même, les familles d'origine étrangère méconnaissent souvent le système scolaire. Elles n'osent pas venir échanger avec les enseignants. Or, pour l'enfant, la reconnaissance de sa famille par l'école est capitale. L'enjeu est toujours de ne pas trahir les siens. Il en va de même pour tous les parents au passé scolaire douloureux qui craignent que leur histoire ne se répète.

La famille n'est pas un système étanche et la scolarité d'un enfant a des répercussions sur le climat familial. Nous recueillons régulièrement les témoignages des parents désemparés par :

- une rivalité fraternelle exacerbée qui évolue vers une concurrence permanente ou en une désespérance absolue.
- un refus de l'école qui vient en lieu et place d'une demande affective.
- une peur de ne pas réussir à l'école, qui inhibe la joie de vivre.
- des conflits éducatifs autour des devoirs, un rejet de la faute sur le conjoint...

Pour échapper à la pression de la réussite scolaire, l'école doit changer en profondeur : évaluation, relation au savoir et à l'apprentissage, lien avec les familles, prise en compte réelle de la difficulté scolaire qui touche tous les milieux.

Au sein du système scolaire, les rééducateurs des RASED œuvrent au quotidien pour encourager ces changements et proposer une approche où l'épanouissement de chaque enfant est une priorité. Ils espèrent que les forces novatrices qui se manifestent aujourd'hui pour la 4<sup>ème</sup> Journée du Refus de l'Échec Scolaire, rendront ces transformations possibles.



Antony, le 29 juillet 2011  
Francis JAUSET, Président de la FNAREN

<sup>1</sup> RASED : Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté

<sup>2</sup> L'élève en difficulté scolaire ; aide personnalisée ordinaire ou aide spécialisée ?

**La Fédération Nationale des Orthophonistes est la seule organisation syndicale représentative des orthophonistes. Composée de 22 syndicats régionaux et 66 syndicats départementaux.**

Forte de 6500 adhérents, elle représente les orthophonistes libéraux et salariés au plan européen ainsi qu'au plan national, régional et départemental auprès des ministères, des administrations et des autres structures.

Un site Internet [www.orthophonistes.fr](http://www.orthophonistes.fr) et un mensuel « l'orthophoniste », diffusent l'actualité professionnelle et scientifique

En mai 2010, le site de prévention des troubles du langage et de lutte contre l'illettrisme est mis en ligne. Il est à disposition des parents et des professionnels de la petite enfance : [www.info-langage.org](http://www.info-langage.org) .

**L'engagement des orthophonistes** dans la Journée du Refus de l'Echec Scolaire s'inscrit dans la mission de santé publique qu'ils exercent au quotidien.

L'apprentissage du langage est, avec celui de la marche, une des étapes les plus attendues par les parents. Si l'entrée dans le langage se fait le plus souvent sans problème, le développement du langage dépendra essentiellement des stimulations prodiguées par l'entourage.

Les constats réalisés à l'issue des recherches de Pierre Ferrand (1981) montrent que

- Les enfants de 2 à 5 ans atteints de troubles d'articulation, de la parole et du langage oral non suivis éprouveront des difficultés dans l'apprentissage du langage écrit. Certains d'entre eux présenteront des troubles spécifiques.
- Après 8 ans, ils se retrouveront rapidement en échec scolaire partiel ou généralisé, avec un retard culturel qui ne fera qu'augmenter.
- A l'entrée au collège certains jeunes mobiliseront un vocabulaire de 900 à 1000 mots qui ne leur permettra pas de pouvoir tirer profit des enseignements et se trouveront très rapidement marginalisés dans le système scolaire.

Nous savons que l'échec scolaire peut toucher différentes modalités de la scolarité et peut avoir de multiples causes – la non-maîtrise du langage est l'une des causes majeures.

**La pression scolaire** ressentie par certains parents peut s'expliquer par le fait que, dès l'entrée à l'école, parents et enfants sont confrontés à un nouvel univers imposant un cadre, des habitudes, et surtout à un langage nouveau. Dès lors, le langage devient le fil conducteur de toute la scolarité. Si en maternelle, il est objet d'apprentissage (vocabulaire, compréhension des consignes, expression orale...) ; à l'école primaire, il devient un outil de savoir. Il va permettre l'acquisition et la mobilisation des connaissances scolaires (lecture, mathématiques....) mais également l'acquisition de l'autonomie – de pensée, de compréhension, de demande d'aide...qui contribuent à développer l'estime de soi.

### **Les préconisations de la FNO sont préventives**

L'échec scolaire, qui à terme peut mener à l'illettrisme, ne peut se concevoir sans une prévention largement en amont. Deux axes sont favorisés ; l'accompagnement des parents à la stimulation du langage de leur enfant et le dépistage des troubles du langage oral et écrit permettant une prise en charge adaptée le plus précocement possible.

Ainsi, les orthophonistes organisent depuis de nombreuses années des actions à destination des parents, le plus souvent en partenariat avec d'autres professionnels de la petite enfance qui relaient les informations.

#### *Prévenir dès l'entrée à l'école maternelle*

Depuis 2010, en Alsace (secteur –pilote), des orthophonistes en partenariat avec des enseignants d'école maternelle -pour la plupart membres de l'AGEEM (Association des Enseignants d'Ecole Maternelle)- vont remettre un livre intitulé « La maternelle - © Fleurus » aux enfants de 3 ans entrant en petite section. Grâce à cet ouvrage, les enfants pourront s'approprier le vocabulaire de leur nouveau cadre de vie, le raconter et le partager avec leurs parents. De leur côté, les enseignants mobiliseront les parents sur l'importance de l'utilisation du livre dans l'apprentissage du langage.

En participant à la Journée de Refus de l'Echec Scolaire, La FNO s'inscrit dans les acteurs- partenaires autour des enfants et des familles.



*Magali Dussourd-DeParis,  
FNO*

**Favoriser la réussite du plus grand nombre**

C'est le souhait qui anime depuis plus de quinze ans le partenariat entre l'Afev et la Fondation BNP Paribas. Un partenariat qui résulte d'interrogations communes autour de l'égalité des chances et de l'envie d'agir en faveur des familles défavorisées.

A l'heure où l'on s'interroge sur le rôle et le fonctionnement de l'école, des moments d'échange comme la Journée de Refus de l'Échec sont indispensables et participent pleinement à la construction d'une société plus juste.

La Fondation BNP Paribas s'est donc naturellement associée à l'organisation de cette journée.

L'Injep est associée depuis son lancement à la journée du refus de l'échec scolaire. Nous y participons à un double titre, à la fois comme institut de la jeunesse et institut d'éducation populaire. Comme Institut de la jeunesse parce que l'échec scolaire pèse lourdement sur la socialisation des jeunes, leur parcours professionnel, leur passage à la vie adulte, leur intégration dans la société et représente pour celle-ci un coût considérable.

Comme Institut d'éducation populaire parce que l'échec scolaire parce que celui-ci signifie trop souvent échec en général pour le jeune. La réussite en France continue à être confondue avec réussite scolaire et fait l'impasse précisément sur la place des familles, des associations et de l'éducation populaire, de façon plus générale de l'éducation non formelle (dans un cadre associatif) et informelle (en dehors de tout objectif éducatif explicite).

Comme Institut de la jeunesse et de l'éducation populaire, de notre position d'observatoire, sortir des seules logiques « d'éducation scolaire » nous apparaît comme un enjeu décisif tant pour les politiques éducatives que de jeunesse que pour les familles et les jeunes eux-mêmes.

### **Les familles face à la pression scolaire**

La pression scolaire peut être paradoxalement contreproductive dans un processus éducatif comme l'ont montré les travaux de chercheurs qui ont mis en avant cette spécificité française qu'est un système éducatif élitiste et méritocratique qui peine à remplir ses ambitions démocratiques. Pourquoi ? Parce que cette pression existe dans la mesure où l'école classe dès le plus jeune âge les élèves en fonction de leurs performances et que ce classement tout au long de leur parcours scolaire va influencer sur le destin professionnel et social des enfants tant le poids du diplôme est important en France. Cette « surpression » scolaire qui s'exerce sur les familles comme sur les enfants a des conséquences tout à fait négatives et conduit notre institution scolaire au bord de l'implosion. Elle pèse lourdement sur la perception qu'ont les jeunes de leur avenir comme l'a mis récemment en évidence une enquête de la Fondapol. Elle se traduit pourtant par le lent fléchissement des performances de notre système scolaire comme le mette en évidence régulièrement les enquêtes PISA. Il va de soi que cette pression s'exerce sur les familles : comment ces dernières pourraient-elles échapper au souci de voir leurs enfants réussir à l'école pour réussir dans la vie, voire à l'angoisse quand on sait qu'aujourd'hui plus qu'hier l'échec scolaire risque d'être un échec social ? Alors que l'éducation devrait être globale, ouverte fondée sur des interactions entre une grande diversité d'acteurs éducatifs dont essentiellement les familles, alors que devraient être privilégiées des logiques d'expérimentation pour des enfants amenés à vivre dans un monde en pleine transformation, des parcours diversifiés ponctués par des « droits à l'erreur », à des essais non définitifs, des modes d'apprentissages formels, mais aussi informels et non formels, on voit des familles enfermées dans des logiques de surscolarisation y compris dans les loisirs de leurs enfants avec des inégalités générées par un système envahi par le marché .

La pression scolaire est facteur d'angoisse et non d'envie d'apprendre ; elle enferme les enfants et les familles dans la peur de l'avenir, Mais elle contribue aussi à délégitimer et exclure les acteurs éducatifs essentiels que sont les familles et les associations, ainsi que le secteur de l'éducation populaire. A travers ce processus ne sont pas prises en compte, sont minorées, voire ignorées les ressources éducatives en dehors du cadre scolaire. C'est un comble dans une société de l'information et de la communication qui contribue à une très large dissémination des ressources éducatives et à la multiplication des acteurs éducatifs dans la sphère privée mais aussi publique. Ces ressources nombreuses renforcent l'importance des dimensions informelles et non formelles de l'éducation.

Refuser aujourd'hui l'échec scolaire c'est notamment faire une place plus grande aux familles dans notre système éducatif dans une véritable logique de co-éducation. C'est reconnaître que l'enfant n'apprend pas seulement à l'école mais que l'expertise d'usage des familles en matière de transmission, de regard sur le monde, de connaissances même si elles ne répondent pas aux seuls critères académiques sont légitimes Mieux associer les familles c'est d'abord les reconnaître comme acteurs légitimes du système éducatif au delà de la seule sphère privée. On ne peut pas tenir le discours à la fois de la démission des familles et dans le même mouvement ne leur reconnaître aucune compétence éducative. Prendre en compte les familles c'est aussi faire une part aux enfants non seulement comme sujets de l'éducation mais aussi comme acteurs comme l'indique la Convention internationale des droits de l'enfant dont la France est signataire. Les enfants sont parties prenantes des compétences éducatives des familles. C'est à eux que revient ce désir de comprendre le monde, ce désir de grandir, de trouver leur place dans la société, c'est pourquoi on ne peut penser l'éducation sans eux.



Diminuer la pression scolaire sur les familles, c'est d'une certaine manière renforcer la « pression éducative » sur celles-ci en prenant mieux en compte leur rôle éducatif dans des logiques d'éducation partagée. Il y a aujourd'hui nécessité de refonder notre système éducatif en prenant enfin en compte qu'il repose sur trois pôles : l'école, les familles, les associations et en particulier les associations d'éducation populaire. C'est aussi savoir utiliser au mieux les ressources de nos territoires, de l'ensemble des acteurs et des ressources éducatives dans une logique de villes éducatrices, de territoires apprenants.

*Jean-Claude Richez, Coordonnateur de la mission observation-évaluation de l'Injep*

Trajectoires groupe reflex

Créé en 1985, Trajectoires groupe reflex est un cabinet de recherche et d'études. Il rassemble des spécialistes de formations diverses : sociologie, urbanisme, science politique, géographie, etc.

Trajectoires groupe reflex intervient pour des commanditaires publics (collectivités territoriales, services de l'Etat, CAF, etc.) dans les domaines suivants :

- Politiques éducatives
- Évaluation des politiques publiques
- Politiques sociales
- Développement des territoires
- Politique de l'habitat

Nous sommes engagés plus particulièrement depuis plus de vingt sur la question de l'éducation dans son rapport aux territoires et notamment sur les relations entre quartiers populaires et l'école. En 1989, à la demande du Maire de Lyon de l'époque, nous avons réalisé une étude ethnographique sur les rapports qu'entretiennent les familles des quartiers d'habitat social avec l'institution scolaire. Un colloque était né de ce travail intitulé « Ecole, famille : quelles complémentarités ? ». Des actions concrètes avaient été mises en place qui se sont révélées importantes pour favoriser la relation école/familles qui ont été développées par la municipalité actuelle : formations pour les parents d'élèves sur le fonctionnement de l'école, stages de formation à la communication pour les enseignants, création d'espaces d'accueil pour les familles dans certaines écoles... A cette période, la problématique des familles et de l'école n'était pas à l'agenda des politiques publiques. Cette question a depuis fait son chemin et commence à recueillir une attention plus grande.

Dans nos précédents travaux, nous nous sommes rendus compte qu'il existait une réelle tension entre les familles et le monde de l'école. Cette coupure s'exprime sous la forme d'un conflit binaire. Les causes de cette rupture entre les familles et l'école suivent la logique suivante : *« si j'ai été à l'école et que je n'ai pas réussi, ou si je n'ai pas ou peu été scolarisé, je suis dans les deux cas traumatisé par l'espace scolaire. Je ne souhaite donc pas être en contact avec cet espace qui m'a fait souffrir et a joué un rôle dans ma situation actuelle. C'est parce que je n'ai pas réussi à l'école que je n'ai pas d'emploi ou un emploi dévalorisé. »*

Dans un conflit binaire, le résultat est soit la destruction d'un des deux protagonistes, soit l'évitement. Et c'est bien sûr cette stratégie que les parents choisissent.

Mais, aussi pernicieux que puisse être l'espace scolaire, il s'impose de nouveau au moment de la scolarisation des enfants. Il pénètre avec force l'espace familial pour venir jeter le trouble et rappeler aux parents l'importance de l'école et son rôle déterminant dans la position sociale future de leur enfant. Ainsi, le parent va se retrouver dans une posture difficile et se dire : *« soit il est comme moi et il ne réussira pas, soit il réussira parce qu'il est intelligent ou qu'il a de la chance car pour ma part, je n'ai que peu de prise pour participer à la réussite scolaire de mon enfant. »*

C'est pour ces raisons qu'il nous semble essentiel de faire entendre la parole des « sans voix » de l'école, ces parents que l'on dit souvent absents des réunions de parents d'élèves mais qui pour autant, espèrent que leur enfant puisse réussir car ils mesurent au quotidien ce que l'école implique pour celui qui ne réussit pas.

L'Union nationale des associations familiales (UNAF) représente officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles françaises et étrangères vivant en France. L'UNAF, les UDAF (Unions départementales des associations familiales) et les URAF (Unions régionales des associations familiales) défendent les intérêts matériels et moraux des familles et désignent les délégués des familles aux divers organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune. Les UDAF gèrent les services d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estiment devoir leur confier la charge (tutelles, logement, santé, consommation, éducation, insertion...).

L'UNAF, les UDAF et les associations familiales agissent pour lutter contre les difficultés ou l'échec scolaire à la fois par le biais de l'accompagnement scolaire et par le soutien à la parentalité. Il s'agit notamment d'aider les parents à créer dans la famille des conditions propices à une bonne scolarisation, ce qui revêt des dimensions aussi diverses que le rythme de vie, le sommeil, les activités culturelles en famille, l'autorité ...

Par ailleurs, l'UNAF et les UDAF à travers leur implication dans l'action « Lire et faire lire » agissent sur la problématique de la lecture. Cette action qui s'appuie sur les solidarités intergénérationnelles est particulièrement bénéfique pour donner le goût de lire aux enfants. Inciter les parents à accompagner leurs enfants à la bibliothèque, à introduire des livres à la maison permet aussi de lutter contre l'échec scolaire. Enfin certaines UDAF travaillent dans le champ de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme par des actions associant parents et enfants pour favoriser une remobilisation des parents en situation d'illettrisme en vue d'une formation aux savoirs de base, afin qu'ils puissent mieux suivre la scolarité de leurs enfants.

L'UNAF est particulièrement sensibilisée à l'échec scolaire et à son impact sur les familles, quelles qu'elles soient. Les enfants qui n'arrivent pas à apprendre à lire, à compter correctement en primaire et les collégiens en difficulté scolaire sont véritablement en souffrance. Leurs parents s'inquiètent, cette anxiété se traduit par une tension à la maison autour du sujet « école » qui n'aide pas l'enfant. Trouver des solutions pour chaque enfant, en renforçant le dialogue entre l'enseignant et les parents et en s'appuyant sur les associations qui peuvent soutenir l'enfant comme l'Afev ou les associations familiales nous semblent primordial. Pour l'UNAF la qualité de la relation entre ces trois partenaires école/parents/associations concourent à lever les difficultés de l'enfant. Trop souvent, la responsabilité de l'échec est reportée soit sur les enseignants dont la pédagogie est perçue comme pas assez personnalisée, soit sur les parents perçus comme insuffisamment « cadrant », voire démissionnaires. Pour l'UNAF il est essentiel que les parents et les professeurs aient le même regard sur l'école, partagent une même ambition pour l'école. Il semble important de rétablir la confiance réciproque, aujourd'hui mise à mal dans de nombreux milieux. Et cette confiance à retrouver passe par une meilleure connaissance de l'autre, ce qui signifie aussi du temps consacré à la rencontre et à l'échange.



*Rémy Guilleux*

*Vice-président de l'UNAF, Président du département Education de l'UNAF*

L'Unicef, Fonds des Nations unies pour l'enfance, créé en 1946, est l'agence de l'Organisation des Nations unies (ONU) dédiée aux enfants. Mandaté par l'Assemblée générale des Nations unies, il intervient dans plus de [150 pays](#) et a pour vocation d'assurer à chaque enfant, santé, éducation, égalité et protection. Pour appuyer notre agence, il existe [36 comités nationaux](#) tels que l'Unicef France qui a notamment pour mission de veiller à l'application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) sur son territoire national.

Parallèlement aux activités de collecte qui permettent de soutenir ses actions sur le terrain, l'Unicef mène des actions de plaidoyer auprès du grand public et des Etats pour faire connaître et défendre la cause des enfants. A l'international, notre organisation travaille avec les Etats et en appui aux associations locales. Sur le plan national, l'Unicef France alerte l'Etat sur les zones de non application de la CIDE et apporte son soutien aux initiatives locales.

### **Pourquoi nous nous sommes engagés avec l'AFEV dans la Journée du Refus de l'Echec Scolaire ?**

Pour l'Unicef, la dimension de l'éducation est, et a toujours été fondamentale dans notre action. Aussi bien à l'international qu'en France, l'accès à l'école et le droit pour tous les enfants à recevoir une éducation de qualité sont à nos yeux des priorités pour le bon développement de l'enfant. L'Unicef France milite pour **une éducation de qualité pour tous**. L'attention doit être portée sur l'environnement de l'école. Il nous semble important de réinvestir l'école pour en faire **un lieu d'épanouissement** pour les élèves mais aussi pour les équipes éducatives et les parents. De même replacer l'école au centre de notre société permettra d'en faire **un réel facteur de l'ascension sociale**.

### **NOTE UNICEF : « LA RELATION PARENTS / ECOLE »**

D'une façon générale, toutes les enquêtes le démontrent, les liens famille / école se sont distendus pour aboutir désormais et dans certaines circonstances à des affrontements verbaux et...physiques.

C'est un phénomène récent.

L'explication est à rechercher d'une part dans l'évolution du comportement social des parents qui considèrent pour une majorité l'école comme un service public comme un autre et font valoir leurs droits « d'usagers » et d'autre part dans l'histoire de l'école en France qui n'a jamais considéré les parents comme des co-éducateurs.

A noter aujourd'hui que plus de la moitié des conflits sont relatifs à l'évaluation des résultats et aux punitions et sanctions.

Pour sortir de ce « grand malentendu », et si possible d'enrayer cette évolution préjudiciable à tous et plus particulièrement aux élèves – il est patent que la réussite scolaire est liée à ce partenariat – plusieurs actions peuvent être proposées mais toutes avec un préalable absolu : *la coopération parents / école doit être fondée sur une reconnaissance réciproque des compétences et des apports de chacun ainsi que sur la confiance et une dignité égale.*

- Créer des lieux privilégiés de dialogue et d'échange dans et à l'extérieur de l'école.
- Les parents doivent devenir partenaires dans la prévention de la violence à l'école
- Informer régulièrement les parents des contenus et des méthodes pratiquées à l'école.
- Associer les familles à la rédaction du règlement intérieur et / ou à la charte de vie de l'établissement
- Ouvrir l'opération « école ouverte » pendant les vacances aux parents
- Former les enseignants à la relation avec les parents en associant étroitement comme co-formateurs les fédérations de parents d'élèves et les associations concernées.

Ce n'est que par des actions concrètes communes de ce type que le malentendu se dissipera et que le « parent-client » deviendra le « parent-co éducateur ». La cohérence du lien social en dépend.



*Georges Fotinos  
Membre de l'observatoire de la violence scolaire et administrateur  
Unicef*